

Instruction AMF

Information à diffuser en cas d'offre au public ou d'admission aux négociations de titres financiers sur un marché réglementé – DOC-2016-04

Textes de référence :

- Titre I du livre II du règlement général de l'AMF ;
- Règlement (CE) 809/2004 du 29 avril 2004 mettant en œuvre la directive 2003/71/CE ;
- Règlement délégué (UE) n°2016/301 du 30 novembre 2015 complétant la directive 2003/71/CE ; et
- Règlement délégué (UE) n°382/2014 du 7 mars 2014 complétant la directive 2003/71/CE.

Chapitre 1 ^{er} - Dépôt du prospectus, du document de référence, du document de base et délivrance du visa.....	1
Section 1 – Prospectus	1
Article 1er- Procédure de dépôt du prospectus	1
Article 2 - Documentation nécessaire à l'instruction du dossier d'approbation	2
Article 3 - Déclaration des personnes responsables du prospectus	3
Article 4 - Documents à déposer dans le cadre d'une première offre au public ou d'une première admission aux négociations sur un marché réglementé de titres financiers	3
Article 5 - Émetteurs ayant leur siège statutaire dans un État non partie à l'accord sur l'Espace économique européen.....	4
Article 6 - Émetteurs ayant déposé ou fait enregistrer un document de référence	5
Section 2- Document de référence et Document de base	6
Article 7 - Contenu du document de référence ou du document de base	6
Article 8 - Dépôt du document de référence ou du document de base.....	6
Article 9 – Procédures applicables aux documents de référence	6
Article 10 - Enregistrement du document de base.....	7
Section 3 - Notification du visa et diligences demandées aux émetteurs	8
Article 11 - Délivrance du visa	8
Section 4 - Dispositions spécifiques au compartiment mentionné à l'article 516-18 du règlement général de l'AMF	8
Article 12 - Dépôt du projet de prospectus.....	8
Article 13 - Déclaration des personnes responsables du prospectus	9
Article 14 - Émetteurs ayant leur siège statutaire dans un État non partie à l'accord sur l'Espace économique européen.....	9
Article 15 - Délivrance du visa	9
Chapitre II - Cas de dispense	10
Article 16 - Offre au public et admission de titres financiers dans le cadre d'une offre publique d'échange	10
Article 17 - Offre au public et admission de titres financiers dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport d'actifs.....	10
Article 18 - Actions offertes ou attribuées ou devant être attribuées gratuitement aux actionnaires et dividendes payés sous forme d'actions	10
Article 19 - Titres financiers offerts ou attribués aux administrateurs ou aux salariés.....	11
Chapitre III – Résumé	11
Article 20 - Avertissement.....	11
Annexe I - Offre au public et admission de titres financiers dans le cadre d'une offre publique d'échange	12

Annexe II - Offre et admission de titres financiers dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport d'actifs	14
Annexe III- Encarts AMF	20
Annexe IV – Modèles de déclaration	22

Chapitre 1^{er} - Dépôt du prospectus, du document de référence, du document de base et délivrance du visa

Section 1 – Prospectus

Article 1er- Procédure de dépôt du prospectus

I. *Dépôt du prospectus*

Les personnes ou entités mentionnées à l'article 211-1 du règlement général, qui sollicitent le visa de l'AMF sur un prospectus, déposent un projet de prospectus conforme au règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004.

Le dépôt à l'AMF de la première version du projet de prospectus est effectué sous une forme électronique consultable (tel que PDF, word ou RTF) :

- par courrier électronique à l'adresse suivante depotprospectus@amf-france.org ; et
- aux personnes suivantes de la Direction des Emetteurs¹ :
 - le directeur de division ;
 - le responsable de pôle ; et
 - la personne en charge du dossier.
- ou, par support électronique (clé USB, CD ou DVD) à l'AMF au 17, place de la Bourse 75002 Paris.

Lors de la remise de la première version du prospectus, le déposant indique à l'AMF l'identité, l'adresse email et le numéro de téléphone du contact auprès duquel l'AMF peut adresser toutes ses notifications. Lorsque le dossier est présenté par un intermédiaire, il comporte l'indication du responsable avec lequel les services de l'AMF peuvent prendre un contact direct chez l'émetteur.

La documentation nécessaire à l'instruction du dossier (articles 2 et 4 de la présente instruction) est déposée selon les mêmes modalités. Les éléments d'information qui ne peuvent pas être transmis au moment du dépôt le sont dans les plus brefs délais et en amont du visa.

Les personnes ou entités mentionnées à l'article 211-1 du règlement général et leurs conseils s'assurent que l'ensemble des informations transmises (dans le prospectus et la documentation annexe) sont conformes aux documents originaux. En cas de traduction, elles s'assurent que la traduction est fidèle.

Si l'opération projetée présente une particularité nécessitant une adaptation spécifique, l'émetteur prend contact avec les services de l'AMF, préalablement au dépôt du dossier (même si les conditions définitives de l'opération ne sont pas arrêtées).

II. *Accusé de réception*

A l'issue de la réception de la première version du projet de prospectus et des éléments mentionnés à l'article 2 ci-après, l'AMF accuse réception, par voie électronique, de la demande initiale d'approbation d'un prospectus, dès que possible et dans les deux jours ouvrables après leur réception dans les conditions prévues par le [règlement délégué \(UE\) n°2016/301 du 30 novembre 2015](#) complétant la directive 2003/71/CE.

L'accusé de réception indique :

- le numéro de référence de la demande d'approbation ; et
- l'identité, le numéro de téléphone et l'adresse email de la personne en charge du dossier à la Direction des émetteurs de l'AMF, à laquelle peuvent être adressées les questions relatives à la demande.

¹ L'organigramme de la Direction des Émetteurs est consultable dans la rubrique « acteurs et produits / sociétés cotées et opérations financières / Présentation », les personnes concernées peuvent être contactées par email en suivant le modèle : initiale du prenom.nom@amf-france.org

III. *Dépôt des versions modifiées du projet de prospectus*

Le dépôt auprès de l'AMF des versions suivantes du projet de prospectus est réalisé sous le même format et les mêmes modalités visées au I en envoyant un courriel :

- au responsable de pôle ; et
- à la personne en charge du dossier.

Toute version modifiée du projet de prospectus contient :

- un marquage du projet de prospectus mettant en évidence toutes les modifications apportées par rapport à la précédente version ;
- une version du projet de prospectus exempt de marquage ; et
- un tableau présentant la liste des commentaires de l'AMF et les réponses qui ont été apportées pour chacun de ces commentaires.

Si les modifications apportées sont limitées, les extraits du projet les intégrant doivent être présentés en version marquée par rapport à la version précédente pour être acceptables.

IV. *Remise de la version finale du projet*

La version finale du projet de prospectus soumise pour approbation prend en compte toutes les informations qui ont été modifiées par rapport aux versions antérieures. La version finale du projet de prospectus n'est pas annotée en marge.

Si aucune modification n'a été apportée depuis leur dernier dépôt, les personnes ou entités mentionnées à l'article 211-1 du règlement général de l'AMF confirment par écrit qu'aucune modification n'a été apportée aux informations soumises antérieurement.

Des précisions complémentaires sont apportées par le [règlement délégué \(UE\) n°2016/301 du 30 novembre 2015](#) complétant la directive 2003/71/CE.

Article 2 - Documentation nécessaire à l'instruction du dossier d'approbation

I. *Émetteurs relevant du droit des sociétés*

Les personnes ou entités visées à l'article 1^{er} joignent lors du dépôt du prospectus les éléments suivants, selon les mêmes modalités électroniques que celles énoncées à l'article 1^{er} :

1. Un exemplaire à jour des statuts ou, pour les émetteurs étrangers, de l'acte constitutif ;
2. Pour les émetteurs français de droit privé, un exemplaire à jour de l'extrait K *bis* du registre du commerce et des sociétés ; pour les émetteurs étrangers de droit privé, la copie de l'acte d'enregistrement ;
3. L'extrait du procès-verbal, certifié conforme, de l'assemblée générale, ou de tout organe équivalent en droit étranger, ayant arrêté la résolution sur le fondement de laquelle les titres financiers dont l'admission aux négociations sur un marché réglementé est demandée ont été créés ou en vertu de laquelle les titres financiers dont l'émission est projetée seront créés, assorti des rapports des contrôleurs légaux correspondants ;
4. L'extrait du procès-verbal, certifié conforme, de l'organe de direction, ou de tout organe équivalent en droit étranger, ayant autorisé l'admission ou l'émission des titres financiers concernés et, le cas échéant, fixant les conditions de l'opération, assorti s'il y a lieu des rapports complémentaires des contrôleurs légaux ;
5. La liste des annexes du règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004 conformément auxquelles le projet de prospectus a été établi et, le cas échéant, la liste des rubriques non renseignées ;
6. Une demande motivée de toute omission d'information dans le prospectus faite en application de l'article 212-18 du règlement général de l'AMF ;

7. Pour les émetteurs dont le siège est situé dans un État non partie à l'accord sur l'Espace économique européen, le nom du régulateur national, l'identité et les coordonnées du correspondant de l'émetteur au sein de cette autorité lorsque les titres financiers sont déjà admis aux négociations sur un marché ;
8. En cas de demande de passeport dans d'autres pays de l'Union européenne, la demande de délivrance, par l'AMF, d'un certificat d'approbation en application de l'article 212-39 du règlement général de l'AMF ;
9. Les informations incorporées par référence dans le prospectus, sauf si cette information a déjà été approuvée par l'AMF ou déposée auprès d'elle conformément à l'article 11 de la directive 2003/71/CE.

Les émetteurs et leurs conseils s'assurent que les pièces transmises à l'AMF sont conformes aux pièces originales.

II. Autres émetteurs (ex : collectivités, CHU...)

Les personnes ou entités visées à l'article 1^{er} joignent lors du dépôt du projet de prospectus, en lieu et place des documents mentionnés au I, 1^o à 3^o du présent article, les éléments suivants, selon les mêmes modalités électroniques que celles énoncées à l'article 1^{er} :

1. l'extrait de la délibération, certifiée conforme, du Conseil ou de tout organe équivalent en droit étranger, ayant arrêté la décision sur le fondement de laquelle les titres financiers font l'objet d'une demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé ou d'une offre au public ;
2. l'arrêté d'émission, le cas échéant ;
3. un exemplaire des deux dernières années de comptes administratifs ;
4. les budgets primitifs de l'année en cours, les budgets annexes et les budgets supplémentaires le cas échéant ;
5. les comptes de gestion tels qu'ils ont été approuvés par le conseil, ou tout organe équivalent en droit étranger.

III. Documents précédemment remis

Si les documents mentionnés au présent article ou à l'article 4, ont été remis à l'AMF lors de la première opération d'offre au public ou de la première admission aux négociations sur un marché réglementé ou lors d'une opération récente, ils ne devront être fournis à nouveau par l'émetteur que s'ils ont subi des modifications. L'émetteur mentionne, lors du dépôt du dossier, le ou les documents qui n'ont subi aucune modification.

Article 3 - Déclaration des personnes responsables du prospectus

La déclaration de la ou des personnes responsables prévue à l'article 212-14 du règlement général de l'AMF, figurant dans le prospectus, est rédigée selon la formule présentée au paragraphe 1 de l'annexe IV.

La (ou les) déclaration(s) signée(s) de la ou des personnes responsables du prospectus ainsi que, le cas échéant, la lettre de fin de travaux signée des contrôleurs légaux des comptes sont transmises à l'AMF selon les modalités prévues au III de l'article 1^{er}, préalablement à la délivrance du visa. Elles portent sur la version définitive et doivent être datées d'au plus de 2 jours de négociation avant la date de délivrance du visa sur le prospectus. Un délai spécifique peut être accordé lorsque les titres financiers de l'émetteur sont admis aux négociations sur un marché situé dans un État qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace économique européen et dont la législation est reconnue équivalente au sens de l'article 212-36 du règlement général de l'AMF.

Article 4 - Documents à déposer dans le cadre d'une première offre au public ou d'une première admission aux négociations sur un marché réglementé de titres financiers

En cas de première opération d'offre au public ou de première admission aux négociations sur un marché réglementé, le dossier accompagnant le projet de prospectus ou de document de base comprend, outre les documents mentionnés à l'article 2, les éléments suivants relatifs à l'émetteur :

I. **Emetteurs relevant du droit des sociétés**

1.1. Une documentation juridique comprenant :

- a) Les procès-verbaux des assemblées et des organes d'administration ou de tout organe équivalent en droit étranger des trois derniers exercices lorsque l'émetteur a été constitué depuis au moins trois exercices pour les titres de capital ou des deux derniers exercices pour les titres de créance ne donnant pas accès au capital ;
- b) Les projets de résolutions de la prochaine assemblée générale extraordinaire ou de tout organe équivalent en droit étranger (ou de celle ayant autorisé l'émission et le projet de procès-verbal du conseil d'administration ou du directoire, le cas échéant) ;
- c) Le cas échéant, les projets de statuts ou d'actes constitutifs mis à jour postérieurement à l'assemblée générale extraordinaire ;
- d) Les pactes d'actionnaires et autres pactes ;
- e) Un extrait du casier judiciaire des dirigeants mandataires sociaux au sens de l'article L. 225-185 du code de commerce ;
- f) Les documents spécifiques à chaque dossier (contrats importants, accords commerciaux, etc.) ;
- g) S'agissant des actions et des titres donnant accès au capital, tout document relatif à des opérations d'apport, de fusion ou de transformation de la société intervenues au cours de la période précédant l'introduction pour laquelle des données financières historiques sont présentées, accompagné des rapports des commissaires à la fusion ou aux apports et de tout rapport spécial établi pour l'opération concernée par les contrôleurs légaux.

1.2. Une documentation générale comprenant :

- a) Le calendrier prévisionnel de l'opération ;
- b) Tout document de présentation de l'activité et/ou du projet de l'émetteur établi dans le cadre de l'opération ;
- c) Tout rapport de diligences professionnelles établi dans le cadre du projet d'introduction ;
- d) Une revue de presse de l'émetteur ;
- e) Une copie intégrale du dossier remis à l'entreprise de marché.

II. **Autres émetteurs (collectivités, CHU...)**

1.3. Une documentation juridique comprenant :

- a) Les délibérations du Conseil des deux derniers exercices budgétaires ;
- b) Un extrait du casier judiciaire des dirigeants mandataires sociaux ou équivalents.

1.4. Une documentation générale comprenant :

- a) Le calendrier prévisionnel de l'opération ;
- b) Une revue de presse de l'émetteur ;
- c) Une copie intégrale du dossier remis à l'entreprise de marché.

Article 5 - Émetteurs ayant leur siège statutaire dans un État non partie à l'accord sur l'Espace économique européen

En application du règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004, les émetteurs dont le siège statutaire est situé dans un État non partie à l'accord sur l'Espace économique européen utilisent les normes comptables internationales adoptées en application de la procédure prévue à l'article 3 du règlement (CE) n°1606/2002 ou des normes comptables nationales d'un pays tiers équivalentes à ces normes.

Le dossier accompagnant le prospectus est constitué des pièces requises aux articles 2 et 4 rédigées en français ou dans une autre langue usuelle en matière financière.

L'émetteur communique à l'AMF les noms et coordonnées du contrôleur légal qu'il se propose de désigner en application de l'article 212-37 du règlement général de l'AMF. L'AMF apprécie si ce contrôleur légal a les moyens et les compétences adaptés.

Le prospectus comporte le nom, les fonctions et l'attestation de responsabilité de l'agent introducteur en charge de l'admission dont le siège statutaire est situé en France ou dans un État partie à l'accord sur l'Espace économique européen (à condition, dans ce cas, qu'il soit représenté en France par une succursale).

Article 6 - Émetteurs ayant déposé ou fait enregistrer un document de référence

- I. En vue d'une opération d'offre au public ou d'admission aux négociations sur un marché réglementé, lorsque l'émetteur a établi un document de référence déposé ou enregistré conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF, il dépose, selon les modalités de l'article 1^{er}, une note relative aux titres financiers et un résumé au plus tard 5 jours de négociation avant la date projetée d'obtention du visa demandé pour cette opération.
- II. Sans préjudice des dispositions prévues au IV du présent article, tout émetteur qui procède à une opération d'offre au public ou d'admission aux négociations sur un marché réglementé portant sur des titres financiers et qui répond aux conditions fixées à l'article 212-21 du règlement général de l'AMF peut bénéficier d'une procédure simplifiée d'instruction de sa demande de visa.
 1. La demande de l'émetteur comprend :
 - a) Une information indicative sur la taille de l'opération et, si possible, sur les autres paramètres financiers de l'opération ainsi que sur son calendrier ;
 - b) Une attestation de l'émetteur indiquant que :
 - l'ensemble de l'information réglementée au sens de l'article 221-1 du règlement général de l'AMF a été déposé auprès de l'AMF et a fait l'objet d'une diffusion effective et intégrale conformément audit règlement ;
 - l'ensemble des rubriques prévues à l'annexe I du règlement (CE) 809/2004 du 29 avril 2004 sont renseignées ;
 - le cas échéant, l'ensemble des observations de l'AMF suite au contrôle de son document de référence ont été prises en compte ou, à défaut, les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été prises en compte ;
 - c) Une attestation du prestataire de services d'investissement indiquant que le contenu de la note d'opération et du résumé est conforme à celui établie par l'AMAFI et approuvée par l'AMF, à l'exception, le cas échéant, de telle ou telle clause spécifiquement désignée ;
 - d) L'adresse électronique de la personne responsable du dossier chez l'émetteur et chez le prestataire de services d'investissement ;
 2. Les documents prévus au 1^o doivent être transmis, au plus tard à 18h, selon les modalités prévues à l'article 1^{er} de la présente instruction.

L'émetteur ou le prestataire de services d'investissement prend contact par téléphone ou par courrier électronique, le même jour, avec la personne habituellement responsable de ses dossiers, au sein de la Direction des Émetteurs, ou, en l'absence de celle-ci, avec son supérieur hiérarchique.

L'AMF adresse à l'émetteur et au prestataire de services d'investissement le même jour un courrier électronique accusant réception du dossier et de la demande ;

3. L'attestation mentionnée à l'article 212-16 du règlement général de l'AMF, remise par le prestataire de services d'investissement préalablement à la délivrance du visa, confirme les termes de l'attestation prévue au c du 1^o.

- III. Lorsque l'émetteur ne répond pas aux conditions de mise en œuvre de la procédure simplifiée ou lorsqu'il ne souhaite pas en bénéficier, le délai d'instruction du dossier peut être réduit, sur demande motivée de l'émetteur, lorsque celui-ci a préalablement informé l'AMF de son intention de procéder, à une opération d'offre au public ou d'admission aux négociations sur un marché réglementé
- IV. Dans tous les cas, le dépôt de la note d'opération et du résumé est accompagné des documents mentionnés à l'article 1^{er} de la présente instruction, sauf si ces documents ont été précédemment adressés à l'AMF.

Section 2- Document de référence et Document de base

Article 7 - Contenu du document de référence ou du document de base

- I. Le document de référence peut prendre la forme :
 1. d'un document spécifique ; ou
 2. du rapport annuel destiné aux actionnaires, lorsque celui-ci contient toutes les informations requises et que la présentation promotionnelle de l'émetteur ne nuit pas à la nécessaire objectivité de l'information contrôlée par l'AMF.
- II. Le document de référence ou le document de base contient au moins tous les renseignements prévus, selon les cas, dans le schéma de l'annexe I, de l'annexe IV, de l'annexe VII, de l'annexe IX ou de l'annexe XI du règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004.
- III. Le document de référence contient les rapports et informations mentionnés à l'article 222-9 du règlement général de l'AMF.
- IV. Si les comptes définitifs approuvés par l'assemblée générale sont différents des comptes certifiés qui figurent dans le document de référence, l'émetteur doit déposer, dans les plus brefs délais, une actualisation du document de référence, contenant les comptes définitifs.
- V. Lorsque l'ordre de présentation des informations du document de référence ou du document de base ne coïncide pas avec l'ordre prévu dans l'annexe concernée du règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004, l'émetteur fait figurer, dans le document, le tableau de correspondance prévu à l'article 25.4 du règlement susmentionné. Le tableau de correspondance reprend l'ordre exact de toutes les rubriques de ladite annexe.

Article 8 - Dépôt du document de référence ou du document de base

- I. Lorsque l'émetteur établit un document de référence, il le dépose auprès de l'AMF via l'extranet Onde, accessible sur le site internet de l'AMF à l'adresse suivante : <https://onde.amf-france.org/RemiseInformationEmetteur/Client/PTRemiseInformationEmetteur.aspx/>

Les pièces accompagnant le dépôt ainsi que toutes les versions successives du document de référence sont déposées selon les mêmes modalités.

- II. Lorsque l'émetteur établit un document de base, en vue d'une première admission sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation organisé au sens de l'article 524-1 du règlement général de l'AMF, le projet est déposé selon les modalités prévues à l'article 1^{er} accompagné des documents mentionnés aux articles 2 et 4 de la présente instruction.

Article 9 – Procédures applicables aux documents de référence

- I. Document de référence faisant l'objet d'un enregistrement

Lorsque l'émetteur n'a pas encore soumis à l'AMF trois documents de référence consécutifs, le projet de document est déposé auprès de l'AMF selon les modalités prévues au I de l'article 8.

- 1) A l'issue du dépôt de la première version du projet de document de référence, l'AMF accuse réception, par voie électronique, de la demande initiale d'enregistrement du document de référence, dès que possible et

dans les deux jours ouvrables après sa réception dans les conditions prévues par le règlement délégué (UE) n°2016/301 du 30 novembre 2015 complétant la directive 2003/71/CE.

L'accusé de réception indique :

- le numéro de référence de la demande d'approbation ; et
 - l'identité, le numéro de téléphone et l'adresse email de la personne en charge du dossier à la Direction des émetteurs de l'AMF, auprès de laquelle peuvent être adressées les questions relatives à la demande.
- 2) Préalablement à l'enregistrement du document de référence, l'émetteur devra également remettre à l'AMF selon les modalités définies au I de l'article 8 :
1. Une version signée de la déclaration des personnes responsables datée d'au plus de 2 jours de négociation avant la date d'enregistrement du document dans sa version définitive dont le modèle est disponible en annexe IV à la présente instruction.
 2. Une copie de la lettre de fin de travaux des contrôleurs légaux établie conformément à l'article 212-15 du règlement général de l'AMF datée d'au plus de 2 jours de négociation avant la date d'enregistrement du document dans sa version définitive.
- 3) Le projet de document de référence est instruit par l'AMF en suivant la procédure décrite aux III et IV de l'article 1er de la présente instruction.

L'AMF peut demander des adaptations ou des investigations complémentaires.

Le document de référence est enregistré par l'AMF à la fin de l'instruction dans les conditions prévues à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF.

- 4) L'encart présenté en annexe III à la présente instruction doit être reproduit à l'identique sur la couverture du document de référence, en ce compris le [logo](#) de l'AMF et mentionner le numéro d'enregistrement délivré par l'AMF.

II. Document de référence faisant l'objet d'un dépôt

Lorsqu'il a déjà soumis à l'AMF trois documents de référence consécutifs, l'émetteur dépose, selon les modalités prévues au I de l'article 8, son document de référence accompagné des pièces suivantes :

- 1) Une lettre de réponse si des observations ont été formulées par l'AMF à l'issue de l'instruction du précédent document de référence ;
- 2) Une version signée de la déclaration des personnes responsables mentionnée à l'article 3 datée d'au plus de 2 jours de négociation avant la date de dépôt dont le modèle est disponible en annexe IV à la présente instruction ;
- 3) Une copie de la lettre de fin de travaux des contrôleurs légaux établie conformément à l'article 212-15 du règlement général de l'AMF, datée d'au plus de 2 jours de négociation avant la date de dépôt.

Article 10 - Enregistrement du document de base

- I. Dans le cas d'une première admission, le projet de document de base est instruit par l'AMF dans les conditions de l'article 1er qui l'enregistre dans les conditions prévues à l'article 212-13 du règlement général de l'AMF.

L'AMF peut demander des adaptations ou des investigations complémentaires, dans les mêmes conditions que celles prévues par la procédure de visa d'un prospectus.

- II. Préalablement à l'enregistrement du document de base, l'émetteur remet à l'AMF :
- 1) Une version signée de la déclaration des personnes responsables datée d'au plus de 2 jours de négociation avant la date d'enregistrement du document dans sa version définitive. Cette déclaration est rédigée conformément aux modèles présentés en annexe IV.
 - 2) Une copie de la lettre de fin de travaux des contrôleurs légaux établie conformément à l'article 212-15 du règlement général de l'AMF datée d'au plus de 2 jours de négociation avant la date d'enregistrement du document dans sa version définitive.
- III. L'encart présenté en annexe III doit être reproduit à l'identique sur la couverture du document de base, en ce compris le [logo](#) de l'AMF et mentionner le numéro d'enregistrement délivré par l'AMF.

Section 3 - Notification du visa et diligences demandées aux émetteurs

Article 11 - Délivrance du visa

À l'issue de l'examen du dossier, l'AMF décide d'apposer ou de refuser son visa ; elle notifie sa décision à l'émetteur ou à son représentant en France par voie électronique, le jour même de sa décision. Lorsqu'elle refuse son visa, elle motive sa décision.

L'encart présenté en annexe III doit être reproduit à l'identique sur la couverture du prospectus, en ce compris le [logo](#) de l'AMF et mentionner le numéro de visa délivré par l'AMF.

L'émetteur fait parvenir à l'AMF avant le début de l'offre au public ou avant l'admission des titres financiers aux négociations sur un marché réglementé, une version électronique du prospectus, selon les modalités définies à l'article 1^{er}, aux fins de mise en ligne sur le site de l'AMF.

Section 4 - Dispositions spécifiques au compartiment mentionné à l'article 516-18 du règlement général de l'AMF

Article 12 - Dépôt du projet de prospectus

- I. A l'exception des modalités de dépôt définies à l'article 1er, les dispositions des articles 1er et 4 de la présente instruction ne s'appliquent pas aux admissions aux négociations sur le compartiment mentionné à l'article 516-18 du règlement général de l'AMF lorsque l'une des conditions suivantes est remplie :
- 1) L'attestation prévue à l'article 212-16 du règlement général est remise, sur une base volontaire, à l'AMF préalablement à la délivrance du visa ;
 - 2) L'admission des titres financiers est sollicitée ou les titres financiers sont déjà admis aux négociations sur un marché situé dans un Etat qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace économique européen et dont la législation est reconnue équivalente au sens de l'article 212-36 du règlement général de l'AMF ;
 - 3) Le projet d'admission porte sur des titres de créance.

Dans tous les cas, par dérogation aux dispositions des articles 1^{er} et 3 de la présente instruction, les documents déposés auprès de l'AMF peuvent être déposés dans une langue usuelle en matière financière autre que le français. Lorsque ces documents n'ont pas été rédigés dans une langue usuelle en matière financière autre que le français, leur traduction dans une telle langue est certifiée conforme par un expert reconnu.

- II. Les personnes ou entités mentionnées à l'article 211-1 du règlement général de l'AMF qui sollicitent l'admission de leurs titres financiers sur le compartiment mentionné à l'article 516-18 du règlement général de l'AMF et qui répondent à l'une des conditions mentionnées aux 1^{er} et 2^o du I du présent article, déposent, par voie électronique selon les mêmes modalités à l'article 1er le projet de prospectus conforme au règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004 auquel sont joints les éléments suivants :
- 1) Le cas échéant, la demande de délivrance par l'AMF d'un certificat d'approbation en application de l'article 212-39 du règlement général de l'AMF. Dans ce cas, le dépôt est accompagné de la liste des annexes du règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004 auxquelles le projet de prospectus a été établi et, le cas échéant, la liste des rubriques non renseignées ;

- 2) Pour les émetteurs dont le siège statutaire est situé dans un Etat non partie à l'accord sur l'Espace économique européen, le nom du régulateur national, l'identité et les coordonnées du correspondant de l'émetteur au sein de cette autorité lorsque les titres financiers sont déjà admis aux négociations sur un marché ;
- 3) Dans le cas prévu au 1° du II, le tableau de correspondance prévu à l'article 25.4 du règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004 lorsque l'ordre de présentation des informations du prospectus ne coïncide pas avec l'ordre prévu dans les annexes du règlement susmentionné ;
- 4) En cas de première admission aux négociations, tout document de présentation de l'activité et/ou du projet de l'émetteur établi dans le cadre de l'opération.

Lorsque le dossier est présenté par un intermédiaire, il comporte le nom du responsable avec lequel les services de l'AMF peuvent prendre un contact direct avec l'émetteur.

Article 13 - Déclaration des personnes responsables du prospectus

Les dispositions de l'article 3 de la présente instruction ne s'appliquent pas aux admissions aux négociations sur le compartiment mentionné à l'article 516-18 du règlement général de l'AMF. Dans ce cas, la déclaration de la ou des personnes responsables prévue à l'article 212-14 du règlement général de l'AMF reprend l'un des modèles proposés en annexe IV de la présente instruction.

La déclaration signée est transmise à l'AMF, selon les modalités prévues à l'article 1^{er}, préalablement à la délivrance du visa. Elle doit être datée d'au plus de 2 jours de négociation avant la date de délivrance du visa sur le prospectus établi dans sa version définitive ; le cas échéant, un délai spécifique peut être accordé lorsque les titres financiers de l'émetteur sont admis aux négociations sur un marché situé dans un Etat qui n'est pas partie à l'accord sur l'Espace économique européen et dont la législation est reconnue équivalente au sens de l'article 212-36 du règlement général de l'AMF.

Article 14 - Émetteurs ayant leur siège statutaire dans un État non partie à l'accord sur l'Espace économique européen

Les dispositions de l'article 5 de la présente instruction ne s'appliquent pas aux admissions aux négociations sur le compartiment mentionné à l'article 516-18 du règlement général de l'AMF.

Article 15 - Délivrance du visa

Lorsque l'émetteur n'entre pas dans le champ des dispositions prévues au livre VI du code de commerce ou toutes dispositions équivalentes en droit étranger, et qu'il satisfait à l'une des conditions énumérées au I de l'article 12, le délai d'instruction du prospectus est réduit à cinq jours ouvrables suivant le dépôt du projet de prospectus.

L'AMF peut exiger toute information complémentaire utile à l'instruction du dossier et indiquer, le cas échéant, les énonciations à modifier ou les informations complémentaires à insérer dans le projet de prospectus ayant pour objet de garantir le caractère complet du document au regard du règlement général de l'AMF. Dans ce cas, les délais mentionnés à l'alinéa précédent ne courent qu'à partir de la réception par l'AMF des compléments d'information.

Nonobstant les délais mentionnés au premier alinéa, l'émetteur conserve la possibilité de prendre contact avec l'AMF préalablement au dépôt du projet de prospectus.

L'encart présenté en annexe III doit être reproduit à l'identique sur la couverture du prospectus, en ce compris le [logo](#) de l'AMF et mentionner le numéro de visa délivré par l'AMF.

Chapitre II - Cas de dispense

Article 16 - Offre au public et admission de titres financiers dans le cadre d'une offre publique d'échange

Pour bénéficier de la dispense prévue au 2° de l'article 212-4 et au 3° de l'article 212-5 du règlement général de l'AMF, l'émetteur établit et diffuse une note d'information visée par l'AMF et les informations prévues à l'article 231-28 conformément aux dispositions du titre III du livre II du règlement général et comprenant les informations précisées en Annexe I de la présente instruction.

Article 17 - Offre au public et admission de titres financiers dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport d'actifs

Lorsque, dans le cadre d'une opération de fusion ou d'apport d'actifs, les titres financiers offerts ne représentent pas plus de 10 % des titres financiers de même catégorie déjà admis aux négociations sur un marché réglementé, l'émetteur établit et diffuse un communiqué sur le nombre et la nature des titres financiers ainsi que sur les motifs et les modalités de l'opération. Ce communiqué est diffusé préalablement à l'assemblée générale des actionnaires appelée à autoriser l'opération ou, au plus tard, le jour de la réunion de l'organe d'administration décidant de l'émission des titres financiers concernés. Le communiqué est déposé à l'AMF préalablement à sa diffusion selon les modalités fixées à l'article 221-5 et publié selon les modalités prévues à l'article 221-3 du règlement général de l'AMF.

Lorsque les titres financiers émis ou cédés dans le cadre d'une opération de fusion ou d'apport d'actifs représentent plus de 10 % des titres financiers de même catégorie déjà admis aux négociations sur un marché réglementé, l'émetteur établit un document contenant les informations précisées en annexe II de la présente instruction.

Le dossier accompagnant le projet de document déposé auprès de l'AMF comprend les documents mentionnés aux 1°, 2°, 4° de l'article 2. Il comprend également la convention d'apport, le traité de fusion, les projets de résolutions soumises aux assemblées générales appelées à ratifier ces apports ou à approuver la fusion, la délibération du conseil d'administration ou du directoire et, le cas échéant, les rapports des commissaires aux apports ou à la fusion ainsi qu'une copie des publications légales correspondantes s'il y a lieu.

Article 18 - Actions offertes ou attribuées ou devant être attribuées gratuitement aux actionnaires et dividendes payés sous forme d'actions

Pour bénéficier de la dispense prévue au 4° de l'article 212-4 et au 5° de l'article 212-5 du règlement général de l'AMF, l'émetteur met à disposition des intéressés, à son siège social et sur son site Internet, un document contenant les informations suivantes :

- 1) Nombre d'actions émises et parité en cas d'attribution gratuite d'actions ;
- 2) Pourcentage du capital représenté par le nombre d'actions émises ;
- 3) Motifs de l'opération ;
- 4) Indiquer si les titres feront l'objet d'une demande d'admission sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation au sens de l'article 524-1 du règlement général de l'AMF ;
- 5) Date d'attribution ou date de mise en paiement et, le cas échéant, conditions auxquelles cette attribution est soumise ;
- 6) Décrire la nature et la catégorie des titres financiers offerts et/ou admis à la négociation ;
- 7) Décrire les droits attachés aux titres financiers, y compris toute restriction qui leur est applicable, et les modalités d'exercice de ces droits.

Lorsque l'admission de ces actions sur un marché réglementé français est demandée, le document mentionné au premier alinéa est publié sous la forme d'un communiqué diffusé conformément à l'article 221-3 du règlement général. Le communiqué est diffusé le jour où l'organe de direction, ou son délégataire, constate l'augmentation de capital.

Article 19 - Titres financiers offerts ou attribués aux administrateurs ou aux salariés

Pour bénéficier de la dispense prévue au 5° de l'article 212-4 et au 6° de l'article 212-5 du règlement général de l'AMF, l'émetteur adresse par courrier aux intéressés ou, à défaut, met à disposition à son siège social un document contenant les informations suivantes :

- 1) Nombre maximal d'actions pouvant être émises ;
- 2) Motifs de l'offre ;
- 3) Indiquer si les titres feront l'objet d'une demande d'admission sur un marché réglementé ou un système multilatéral de négociation au sens de l'article 524-1 du règlement général de l'AMF ;
- 4) Décrire la nature et la catégorie des titres financiers offerts et/ou admis à la négociation ;
- 5) Décrire les droits attachés aux titres financiers, y compris toute restriction qui leur est applicable, et les modalités d'exercice de ces droits ;
- 6) Prix ou modalités de fixation du prix de souscription ;
- 7) Montant total de l'offre ;
- 8) Période de souscription.

Dans tous les cas, le document est mis en ligne sur le site Intranet de l'émetteur lorsque ce dernier dispose d'un tel site.

Lorsque l'admission de ces titres financiers sur un marché réglementé français est demandée, le document mentionné au premier alinéa est publié sous la forme d'un communiqué diffusé conformément à l'article 221-3 du règlement général. Ce communiqué est diffusé entre la date de la réunion de l'organe de direction décidant l'attribution des titres concernés ou l'augmentation de capital réservée aux salariés et le début de la période de réservation par les salariés ou, en l'absence d'une telle période, le jour de la réunion de l'organe de direction décidant l'opération.

Chapitre III – Résumé

Article 20 - Avertissement

L'avertissement mentionné au III de l'article 212-8 du règlement général de l'AMF est ainsi rédigé :

« Ce résumé doit être lu comme une introduction au prospectus. Toute décision d'investir dans les titres financiers qui font l'objet de l'offre au public ou dont l'admission aux négociations sur un marché réglementé est demandée doit être fondée sur un examen exhaustif du prospectus. Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de l'Union européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du prospectus avant le début de la procédure judiciaire. Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction et en ont demandé la notification au sens de l'article 212-41 du règlement général de l'AMF, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du prospectus, les informations essentielles permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces titres financiers. »

Annexe I - Offre au public et admission de titres financiers dans le cadre d'une offre publique d'échange

Le document mentionné au 2° de l'article 212-4 et au 3° de l'article 212-5 du règlement général de l'AMF contient, pour la présentation de l'initiateur, les informations suivantes :

1. Pour la présentation de l'initiateur de l'offre publique d'échange :

Selon le cas, les informations exigées par l'une des annexes suivantes du règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004 :

- L'annexe I relative aux actions, ou
- L'annexe IV relative aux titres de créance d'une valeur nominale unitaire inférieure à 100 000 euros, ou
- L'annexe IX relative aux titres de créance d'une valeur nominale unitaire au moins égale à 100 000 euros, ou
- Le cas échéant, les informations exigées par l'annexe II dudit règlement (informations financières pro forma) : lorsque l'impact de l'opération envisagée ou d'un changement de périmètre depuis la clôture du dernier exercice comptable représente une variation supérieure à 25 % des indicateurs de taille de la société initiatrice, cette dernière présente une information financière pro forma, présentant sa situation financière à l'issue de l'opération ou du changement de périmètre, conformément au schéma de l'annexe II du règlement (CE) n°809/2004 du 29 avril 2004, sur la base des comptes établis à une date aussi proche que possible de la date de l'opération ; ces informations financières pro forma sont présentées sur une base consolidée. L'émetteur se reportera aux recommandations de l'ESMA afin de déterminer les indicateurs de taille appropriés pour apprécier l'impact de l'opération ou du changement de périmètre depuis la clôture du dernier exercice comptable.

Ces informations peuvent figurer dans un document de référence ou son actualisation.

2. S'il s'agit d'actions :

Les points suivants de l'annexe III du règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004 :

- Facteurs de risque (liés à l'opération) ;
- Déclaration de l'émetteur attestant que, de son point de vue, son fonds de roulement net, avant et après prise en compte de l'impact de l'acquisition, est suffisant au regard de ses obligations actuelles ou, dans la négative, expliquant comment il se propose d'apporter le complément nécessaire ;
- Capitaux propres et endettement (y compris une description de l'incidence de l'offre publique d'échange sur ce poste) ;
- Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'émission ;
- Dépenses liées à l'émission ;
- Dilution ;
- Informations complémentaires (relatives aux conseillers, rapports des experts).

S'agissant de titres donnant accès au capital (BSA par exemple), sous le contrôle de l'AMF, l'initiateur présente également ces informations.

Lorsque les titres financiers offerts représentent moins de 10 % des titres financiers de même catégorie déjà admis aux négociations sur un marché réglementé, l'initiateur peut ne pas présenter le tableau des capitaux propres et endettement. L'initiateur atteste alors dans le document mentionné au 2° de l'article 212-4 et au 3° de l'article 212-5 du règlement général de l'AMF (i) qu'il n'y a eu à sa connaissance, aucun changement significatif, depuis la clôture du dernier exercice comptable, qui pourrait affecter le contenu de ces informations sur le niveau des capitaux propres et endettement et (ii) que l'impact de l'OPE n'est pas non plus de nature à les modifier de façon significative.

3. S'il s'agit de titres de créance ayant une valeur nominale inférieure à 100 000 euros :

Les points suivants de l'annexe V du règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004 :

- Facteurs de risque ;
- Intérêts des personnes physiques et morales participant à l'émission ;
- Informations sur les titres financiers devant être offerts/admis à la négociation ;
- Indiquer si les titres financiers font ou feront l'objet d'une demande d'admission et, lorsqu'elles sont connues, les dates les plus proches d'admission ;
- Mentionner tous les marchés réglementés ou tous les marchés équivalents sur lesquels sont déjà négociés des titres financiers de même catégorie ;
- Informations complémentaires.

4. S'il s'agit de titres de créance ayant une valeur nominale d'au moins 100 000 euros :

Les points suivants de l'annexe XIII du règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004 :

- Facteurs de risque ;
- Intérêts des personnes physiques ou morales participant à l'émission ;
- Information sur les titres financiers devant être admis à la négociation ;
- Informations complémentaires.

Ce document est déposé selon les mêmes modalités électroniques que celles énoncées à l'article 1^{er} de la présente instruction.

Annexe II - Offre et admission de titres financiers dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport d'actifs



En application de son règlement général, notamment de l'article 212-34, l'Autorité des marchés financiers a apposé sur le présent document le numéro d'enregistrement E.aa-xxxx en date du JJ/MM/AA. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le numéro d'enregistrement a été attribué, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du code monétaire et financier, après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible, et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Il atteste que l'information contenue dans ce document correspond aux exigences réglementaires en vue de l'admission ultérieure sur Euronext Paris des titres, qui, sous réserve de l'accord de l'assemblée générale des actionnaires, seront émis en rémunération des apports.

Le document mentionné au 4° de l'article 212-5 du règlement général contient les informations suivantes :

PERSONNES RESPONSABLES DU DOCUMENT

Le document contient une déclaration conjointe ou des déclarations distinctes des personnes responsables des informations concernant l'opération et ses conséquences, la présentation de la société bénéficiaire ou absorbante et la présentation de la société absorbée ou des actifs apportés, établies conformément au modèle figurant à l'annexe IV en application de l'article 3 de la présente instruction.

Chapitre I^{er} - Renseignements sur l'opération et ses conséquences

1.1. Aspect économique de la fusion (de la scission ou de l'apport d'actifs)

1.1.1. Liens préexistants entre les sociétés en cause

1.1.1.1. Liens en capital : (les exprimer sous la forme d'un organigramme incluant les droits de vote)

1.1.1.2. Indiquer, le cas échéant :

- Les cautions ;
- Les administrateurs communs ;
- Les filiales communes et la dépendance à l'égard d'un même groupe (intégrer cette information dans l'organigramme) ;
- Les accords techniques ou commerciaux (conventions réglementées au sens de l'article L. 225-38 du code de commerce).

1.1.2. Motifs et buts de l'opération

1.1.2.1. Intérêt de l'opération pour la société bénéficiaire des apports et ses actionnaires.

1.1.2.2. Intérêt de l'opération pour la société apporteuse et, si celle-ci est cotée, pour ses actionnaires.

1.2. Aspects juridiques de l'opération

1.2.1. L'opération elle-même

- 1.2.1.1. Date du projet de fusion, de scission ou d'apport.
- 1.2.1.2. Date d'arrêté des comptes utilisés pour la détermination des valeurs d'apport.
- 1.2.1.3. Date de rétroactivité de l'opération.
- 1.2.1.4. Date de réunion des conseils d'administration ayant approuvé l'opération.
- 1.2.1.5. Date de dépôt du projet d'apport ou de fusion au tribunal de commerce.
- 1.2.1.6. Régime fiscal de l'opération.

1.2.2. Contrôle de l'opération

- 1.2.2.1. Dates des assemblées générales appelées à approuver l'opération.

1.2.2.2. Commissaires aux apports :

- Noms et adresses ;
- Date de nomination ;
- Date de leur rapport.

1.2.2.3. Commissaires à la fusion ou à la scission :

- Noms et adresses ;
- Date de nomination ;
- Date de leur rapport.

1.2.2.4. Experts désignés par le tribunal de commerce, le cas échéant :

- Noms et adresses ;
- Date de nomination ;
- Date de leur rapport.

1.2.2.5. Mission spéciale confiée par l'AMF aux commissaires aux comptes :

- Noms et adresses ;
- Date de nomination ;
- Date de leur rapport.

1.2.3. Rémunération des apports

1.2.3.1. Augmentation de capital

- Valeur nominale des actions.
- Nombre net d'actions créées (après annulation par confusion des actions devant revenir à la société bénéficiaire du fait de sa participation dans le capital de la société absorbée, le cas échéant).
- Date de jouissance.
- Date de négociabilité.
- Date d'admission à la cote.

1.2.3.2. Réduction de capital

Le cas échéant, indication sur la diminution du capital résultant du fait que la société absorbée était actionnaire de la société absorbante.

1.3. Comptabilisation des apports

1.3.1. Désignation et valeur des actifs apportés et des éléments de passif pris en charge.

Indiquer la valeur nette d'apport.

1.3.2. Si la valeur d'apport diffère de la valeur comptable, établir un tableau de passage mettant en évidence les réévaluations et réajustements effectués. Indiquer par ailleurs les méthodes retenues pour ces retraitements et le cas échéant les charges fiscales correspondantes.

1.3.3. Si la détermination des valeurs d'apport a donné lieu à une expertise, indiquer le nom de l'expert et la date de son rapport.

1.3.4. Détail du calcul de la prime d'apport ou de fusion et, le cas échéant, du boni ou mali de fusion.

Ces informations doivent être données pour chaque société absorbée, et le traitement comptable prévu doit être précisé et justifié.

1.4. Rémunération des apports

1.4.1. En cas de fusion ou d'opération assimilable à une fusion

1.4.1.1. Description des critères retenus pour comparer les sociétés concernées par l'opération et justification de leur choix². Devront notamment être présentés les principaux critères habituellement retenus si ceux-ci sont significatifs :

- Actif net réévalué (avec indication des postes et des montants concernés ainsi que des méthodes appliquées).
- Bénéfice net (comparaison avec le PER de sociétés du même secteur).
- Dividende.
- Cours de bourse (moyenne des 3 et 6 mois précédant l'annonce de l'opération).
- Marge brute d'autofinancement.

Dans le cas de non-homogénéité dans l'application d'un même critère ou de la non-homogénéité des critères retenus pour l'une et l'autre société, la justification de cette particularité doit être donnée.

En particulier, il devra être fait référence aux critères habituellement retenus par les entreprises ayant la même nature d'activité.

1.4.1.2. Justification, le cas échéant, de l'élimination d'autres critères habituellement utilisés et indication, dans la mesure du possible, des parités auxquelles ils auraient conduit.

1.4.1.3. Si une expertise a été effectuée en vue de déterminer les valeurs des sociétés concernées ou de certains éléments de leurs actifs, il convient d'indiquer le nom des experts et la date de leurs rapports.

1.4.1.4. Établir un tableau présentant l'application chiffrée des critères, globalement et pour une action, ainsi que les parités d'échange découlant de ces critères (le cas échéant, faire apparaître distinctement les résultats obtenus en tenant compte des titres financiers donnant accès, à terme, au capital).

Indiquer la parité finalement retenue avec les raisons du choix opéré.

1.4.1.5. Rappel des valorisations retenues pour chacune des sociétés concernées, lors d'opérations récentes (offres publiques, acquisitions de bloc de contrôle, fusions, apports d'actifs...).

² Chacun des critères devra être étudié au niveau consolidé s'il y a lieu et la méthode de calcul utilisée devra être précisée.

1.4.2. En cas d'apport partiel

Le rapport du conseil d'administration ou son annexe indique les critères retenus par les dirigeants pour estimer la valeur des biens apportés et celle des actions de la société bénéficiaire des apports.

Il doit expliquer les raisons du choix de ces critères et justifier le calcul de la rémunération des apports.

Cette présentation est faite conformément au modèle demandé pour les opérations de fusion.

1.5. Conséquences

1.5.1. Conséquence pour la société bénéficiaire des apports et ses actionnaires

1.5.1.1. Tableau faisant ressortir l'impact de l'opération sur les capitaux propres (cf. tableau ci-dessous).

1.5.1.2. Organigramme après opération, avec indication des pourcentages en capital et en droits de vote.

1.5.1.3. Changement envisagé dans la composition des organes d'administration et de direction.

1.5.1.4. Évolution de la capitalisation boursière :

- Situation avant l'annonce de l'opération pour chacune des sociétés concernées.
- Situation après l'annonce de l'opération pour chacune des sociétés concernées.

1.5.1.5. Mise en évidence de l'incidence sur le calcul du bénéfice net par action sur la base du dernier exercice clos, pour chacune des sociétés concernées par l'opération et pour l'entité fusionnée.

1.5.1.6. Orientations nouvelles envisagées.

1.5.1.7. Prévisions à court et moyen termes concernant l'activité et d'éventuelles restructurations, les résultats et la politique de distribution de dividendes.

1.5.2. Conséquences pour la société apporteuse et ses actionnaires

En cas de fusion, la société apporteuse disparaissant, aucun renseignement n'est en général nécessaire.

Toutefois, si du fait de la fusion, certains actionnaires de la société absorbée se trouvent détenir 10 % ou plus du capital de la société absorbante, et s'ils ont pris des dispositions pour céder tout ou partie de leurs titres financiers, ils doivent faire connaître leurs intentions.

Tableau d'évolution des capitaux propres sociaux de la société bénéficiaire des apports

	Nombre de titres financiers	Capital Social	Prime de fusion
Situation de départ			
Conséquence du nombre total de titres financiers créés			
Conséquence des titres financiers annulés par confusion			
Situation après l'opération			

Chapitre II - Présentation du bénéficiaire des apports

Schéma du document d'enregistrement relatif aux actions présenté en annexe I du règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004 et complété par les éléments suivants :

- Le cas échéant, l'état comptable prévu par l'article R. 236-3 du code de commerce ;
- Les points suivants de l'annexe III du règlement susvisé :
 - Facteurs de risque (liés à l'opération) ;
 - Déclaration de l'émetteur attestant que, de son point de vue, son fonds de roulement net, avant et après prise en compte de l'impact de l'acquisition, est suffisant au regard de ses obligations actuelles ou, dans la négative, expliquant comment il se propose d'apporter le complément nécessaire ;
 - Capitaux propres et endettement ;
 - Intérêt des personnes physiques et morales participant à l'émission ;
 - Dépenses liées à l'émission ;
 - Dilution ;
 - Informations complémentaires (relatives aux conseillers, rapports des CAC et des experts).

Chapitre III - Pro forma

Lorsque l'impact de l'opération envisagée représente une variation supérieure à 25 % des indicateurs de taille de la société absorbante ou bénéficiaire des apports, cette dernière présente une information financière *pro forma*, présentant sa situation financière à l'issue de l'opération, conformément au schéma de l'annexe II du règlement (CE) n° 809/2004 du 29 avril 2004, sur la base des comptes établis à une date aussi proche que possible de la date de l'opération ; ces informations financières *pro forma* sont présentées sur une base consolidée.

L'émetteur se reportera aux recommandations de l'ESMA afin de déterminer les indicateurs de taille appropriés pour apprécier l'impact de l'opération.

Chapitre IV - Présentation de la société absorbée ou des actifs apportés

En cas d'apport d'actifs, le schéma présenté ci-dessous aura lieu d'être adapté.

3.1. Renseignements généraux

3.1.1. Dénomination, siège social et principal siège administratif si celui-ci est différent du siège social.

3.1.2. Date de constitution et durée de la société.

3.1.3. Législation relative à la société absorbée et forme juridique.

3.1.4. Objet social résumé.

3.1.5. Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés - Code APE.

3.1.6. Direction :

- Noms, prénoms des principaux dirigeants et fonctions dans l'entreprise ;
- Rémunérations et avantages en nature attribués pour le dernier exercice clos aux membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance de l'émetteur, par l'ensemble des sociétés du groupe.

3.1.7. Commissaires aux comptes :

Indiquer leurs noms, adresses ainsi que la date de leur entrée en fonction et du dernier renouvellement de leur mandat. S'il s'agit d'une société, préciser l'identité de l'associé responsable du dossier.

3.1.8. Conventions particulières :

Indications sur la teneur, la portée et les conditions des conventions en cours visées aux articles L. 225-38, L. 225-40, L. 225-41 et L. 225-42 (ou L. 225-86 à L. 225-90) du code de commerce.

Donner également des indications sur de telles conventions conclues au cours d'exercices antérieurs si leurs effets continuent de se produire.

3.1.9. Lieux où peuvent être consultés les documents et renseignements relatifs à la société.

3.2. Renseignements de caractère général concernant le capital

3.2.1. Montant du capital souscrit, nombre et catégories de titres financiers qui le constituent avec mention de leurs principales caractéristiques.

- S'il y a lieu, nombre de droits de vote double et d'actions d'autocontrôle.
- Informations sur la fraction non libérée du capital.
- Tableau représentant l'évolution du capital sur 5 ans.

3.2.2. Caractéristiques des titres financiers donnant accès au capital.

3.2.3. Répartition du capital et des droits de vote.

3.3. Renseignements relatifs à l'activité de l'émetteur

3.3.1. Description des principales activités de la société absorbée et de son groupe avec mention des principales catégories de produits et/ou de services rendus.

3.3.2. Montant net du chiffre d'affaires réalisé au cours des trois derniers exercices par branches d'activité et marchés géographiques (sous forme consolidée, s'il y a lieu).

3.3.3. Évolution des effectifs de la société absorbée et de son groupe au cours des 3 derniers exercices.

3.3.4. Données caractéristiques sur l'activité des sociétés filiales ou sous-filiales dont l'importance est significative au niveau des actifs ou des résultats de la société absorbée ou de son groupe.

L'importance des filiales ou sous-filiales est notamment établie si la valeur d'inventaire de ces participations représente 10 % des capitaux propres ou contribue pour au moins 10 % au résultat net de la société absorbée (ou du groupe).

3.3.5. Indication de tout litige ou fait exceptionnel susceptible d'avoir ou ayant eu dans un passé récent une incidence significative sur la situation financière de la société absorbée ou de son groupe.

3.4. Renseignements financiers

3.4.1. Comptes consolidés résumés de l'émetteur sur 3 ans (ou comptes annuels résumés si l'émetteur n'établit pas de comptes consolidés) et rapports généraux et spéciaux des commissaires aux comptes.

3.4.2. Extraits significatifs des annexes nécessaires à l'appréciation correcte des données extraites du compte de résultats et du bilan.

3.4.3. Tableau des filiales et participations.

3.4.4. Comptes intermédiaires du semestre écoulé lorsque la demande est présentée plus de 3 mois après la fin du premier semestre.

3.5. Renseignements concernant l'évolution récente de la société

Ce document est déposé selon les mêmes modalités électroniques que celles énoncées à l'article 1^{er} de la présente instruction.

Annexe III- Encarts AMF

Il est rappelé que l'usage du logo de l'AMF n'est autorisé que dans les conditions prévues par la présente instruction.

1 - Document de référence déposé auprès de l'AMF (article 9 paragraphe II de la présente instruction)



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le JJ/MM/AA, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

2 - Document de référence enregistré par l'AMF (article 9 paragraphe I de la présente instruction)



En application de son règlement général, notamment de l'article 212-13, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le présent document de référence le JJ/MM/AA sous le numéro R.aa-xxxx. Ce document ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Il a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

L'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du code monétaire et financier, a été effectué après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique pas l'authentification par l'AMF des éléments comptables et financiers présentés.

3 - Document de base (article 10 de la présente instruction)



En application de son règlement général, notamment de l'article 212-23, l'Autorité des marchés financiers a enregistré le présent document de base le JJ/MM/AA sous le numéro I.aa-xxxx. Ce document ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Il a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

L'enregistrement, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du code monétaire et financier, a été effectué après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique pas l'authentification par l'AMF des éléments comptables et financiers présentés.

4 - Prospectus et note d'opération



En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 211-1 à 216-1, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° aa-xxxx en date du JJ/MM/AA sur le présent prospectus. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

5 - Prospectus de base



En application des articles L. 412-1 et L. 621-8 du code monétaire et financier et de son règlement général, notamment de ses articles 212-31 à 212-33, l'Autorité des marchés financiers a apposé le visa n° aa-xxxx en date du JJ/MM/AA sur le présent prospectus de base. Ce prospectus a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Le visa, conformément aux dispositions de l'article L. 621-8-1-I du code monétaire et financier, a été attribué après que l'AMF a vérifié que le document est complet et compréhensible et que les informations qu'il contient sont cohérentes. Il n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération, ni authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Conformément à l'article 212-32 du règlement général de l'AMF, toute émission ou admission de titres réalisée sur la base de ce prospectus donnera lieu à la publication de conditions définitives.

Annexe IV – Modèles de déclaration

1 – Déclaration générale

«J'atteste [nous attestons], après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent prospectus sont, à ma [notre] connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.»

[A ajouter lorsqu'une lettre de fin de travaux a été obtenue en application de l'article 212-15 du règlement général de l'AMF]

J'ai [nous avons] obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le (la) présent(e) [document de référence / document de base / prospectus / rectificatif / actualisation / note] ainsi qu'à la lecture d'ensemble du [document de référence / document de base / prospectus / rectificatif / actualisation].

[Si la lettre de fin de travaux contient des observations, ces dernières sont reprises dans l'attestation selon la formule suivante] :

Cette lettre contient les observations suivantes :

2 – Déclaration à produire quand le document contient rapport financier annuel

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion [ci-joint / figurant en page ...] présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées

[A ajouter lorsqu'une lettre de fin de travaux a été obtenue en application de l'article 212-15 du règlement général de l'AMF]

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

[Si la lettre de fin de travaux contient des observations, ces dernières sont reprises dans l'attestation selon la formule suivante] :

Cette lettre contient les observations suivantes :

3 – Déclaration à produire quand le document contient un rapport financier semestriel

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans [le présent document de référence / la présente actualisation] sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes [condensés ou complets] pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité [ci-joint / figurant en page ...] présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

[A ajouter lorsqu'une lettre de fin de travaux a été obtenue en application de l'article 212-15 du règlement général de l'AMF]

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans [le présent document / la présente actualisation] ainsi qu'à la lecture d'ensemble [du document / de l'actualisation].

[Si la lettre de fin de travaux contient des observations, ces dernières sont reprises dans l'attestation selon la formule suivante]

Cette lettre contient les observations suivantes :